

## COMMUNIQUE n°144/2019

### RWANDA : L'art de «kidnapper » : Pas vu, Pas tué.

Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda dénonce et condamne l'enlèvement, suivi de la disparition de **Monsieur Eugène NDEREYIMANA le lundi 15 juillet 2019** vers 12h. Ce nouveau représentant des FDU dans la province de l'Est avait remplacé **feu HABARUGIRA Damascène** (porté disparu en allant rencontrer celui qui l'avait appelé au téléphone. Son cadavre, fort torturé et mutilé, fut retrouvé le 08 mai à l'hôpital de Nyamata au Bugesera dans une région où il n'avait rien à faire. C'est-à-dire à plusieurs kilomètres de son domicile de Kabarondo. A chaque enlèvement, la police déclare qu'elle n'a rien vu. Donc : puisque nous ne l'avons pas vu, nous ne l'avons pas tué.

M. Eugène NDEREYIMANA a disparu au cours de son déplacement entre les localités de **Bugaragara** et **Rwimiyaga** dans la région de **NYAGATARE**, dans la Province de l'Est où il devait rencontrer de nouveaux recrues de son parti.

Tous les enlèvements de ce genre sont opérés par **les équipes de tueurs expérimentés dans l'art de Kidnapper** depuis la victoire militaire du FPR. Ces tueurs sont affectés dans la police, dans l'armée, dans la DMI (Directorate of Military Intelligence) et parmi les militaires démobilisés (Inkeragutabara). Ces tueurs n'obéissent qu'à une sorte d'Etat-Major occulte qui dispose des moyens humains et matériels suffisants. Ils sont bien payés et bien protégés. Ce personnel hautement qualifié est chargé de kidnapper, de torturer ou de tuer les opposants réels ou supposés. Parfois des propriétaires à déposséder (tels que les commerçants RWIGARA Assinapol et Vénuste RWABUKAMBA) sont tués. Cet état-Major du crime organisé est sous les ordres du couple de **deux généraux James KABAREBE** (ancien ministre de la défense et actuellement conseiller à la sécurité du président Kagame) et **Dan MUNYUZA**, patron de la police nationale qui a remplacé un massacreur avéré et affiché sur la liste espagnole des criminels du FPR. Il s'agit de l'ancien chef de la police, le général GASANA Emmanuel alias RURAYI, qui a été affecté comme gouverneur de la province du Sud, depuis l'attaque des rebelles du Front de Libération Nationale (FLN) en [juin 2018](#).

**Tous les kidnappings qui visent les opposants politiques sont programmés et commandités** par ce couple de généraux KABAREBE-MUNYUZA. Ils reçoivent directement les ordres du président KAGAME qui ne consulte ni le secrétariat du FPR ni ses conseillers à la présidence. Ce noyau constitue une deuxième chaîne de commandement chargés de maintenir le Rwanda sous le régime totalitaire du président Kagame. **Le couple KABAREBE-MUNYUZA est chargé de paralyser ou de doubler les agents du RIB** (Rwanda Investigation Bureau) normalement chargés d'enquêter sur de tels crimes.

Le commandant du RIB, le **colonel Jeannot RUHUNGA**, sert d'intermédiaire entre ce couple et ses agents du RIB. Il est chargé d'empêcher les enquêteurs du RIB de faire leur boulot pour faire cesser ces crimes. Les tueurs utilisent des véhicules qui ne sont connus que par un cercle restreint de responsables chargés de couvrir les meurtres d'opposants politiques. Ces véhicules circulent souvent sans plaques et la population les reconnaît comme des véhicules utilisés par des AGENTS de sécurité, dont la mission principale est de kidnapper les victimes des disparitions forcées.

Dans tous les cas d'opposants tués ou portés disparus, **la responsabilité de KABAREBE et MUNYUZA est toujours engagée.**

Le premier Ministre, le Docteur **Edouard NGIRENTE**, devra prendre son courage à deux mains pour discuter avec son patron le président KAGAME pour faire arrêter ce massacre d'opposants pacifiques.

Si le président Kagame était soucieux de la survie de son régime, il devrait arrêter cette campagne de terreur contre les opposants pour la simple raison qu'elle ne fonctionne plus. Les jeunes sont beaucoup plus audacieux qu'avant 2010. Ils ne supportent plus de subir la brutalité du régime Kagame sans réagir.

### **La jeunesse rwandaise a soif de liberté**

La jeunesse rwandaise a soif de liberté et n'a jamais cessé de le manifester.

**Cette soif s'est traduite aussi dans la lettre envoyée le 23 février 2018 au président Paul KAGAME par 16 (seize) jeunes participants au Sit-in tenu les mardis devant l'Ambassade du Rwanda à Bruxelles. En voici un petit extrait :**

*« (...) Nous avons fui notre pays à cause de l'insécurité généralisée, de l'absence de libertés et de justice. Notre pays est invivable suite aux nombreuses violations des droits humains qui ne nous donnent aucune chance d'espérer un quelconque avenir chez nous. Depuis plus de 23 ans déjà, tous les droits naturels, c'est-à-dire ceux qui sont inscrits dans nos gènes dès la naissance, ainsi que les libertés publiques sont violés par tous les services dits « de sécurité » qui sont considérés par le peuple comme des sources « d'insécurité ». (...)*

*(...) Nous déplorons votre comportement qui va déclencher une nouvelle guerre ou des révolutions qui risquent d'être plus sanguinaires que le génocide de 1994. Pour éviter d'en arriver à de nouveaux affrontements violents entre vos partisans et vos opposants politiques, nous vous prions de bien vouloir mener des actions suivantes :*

1. Libérer tous les prisonniers politiques ainsi que des milliers de Hutus qui ont été condamnés arbitrairement parce qu'ils sont nés Hutus et non pour des crimes qu'ils n'ont jamais commis. Il s'agit des hutus sans dossiers ou condamnés injustement ou calomniés.
2. Libérer l'espace politique et respecter les quatre libertés essentielles pour notre peuple. Il s'agit : 1) **Liberté d'expression**, 2) **Liberté de Religion**, 3) **Liberté de vivre à l'abri du besoin** et 4) **Liberté de vivre à l'abri de la peur**. Ces quatre libertés, qui se trouvaient déjà au cœur du programme du **New Deal**, qui avait porté le président Franklin

D. Roosevelt à la présidence des USA en 1932, ont été soulignées dans son discours du [06 janvier 1941](#) sur l'état de l'Union américaine.

3. Garantir les quatre droits naturels reconnus également par la Constitution rwandaise. **Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression** ». (...)

### **L'art de Kidnapper les opposants politiques depuis 25 ans :**

Rappelons que lors de son retour pacifique au Rwanda, Madame Victoire INGABIRE Umuhiza, présidente des Forces Démocratiques Unifiées (FDU), a été accueillie à l'Aéroport de Kigali par plusieurs dizaines de jeunes qui s'étaient regroupés dans le Parti Social IMBERAKURI (PSI) de Maître **NTAGANDA Bernard** depuis les années 2009. D'autres jeunes s'étaient engagés dans le Green Party sous la direction de Messieurs **Frank HABINEZA** (président) et **André Kagwa RWISEREKA** (vice-président assassiné en [juillet 2010](#) après son enlèvement et sa disparition pendant deux jours).

Revenons à son assassinat pour montrer que le MODUS OPERANDI de la « **gestapo** » du régime Kagame est toujours le même.

Voici le déroulement chronologique de son enlèvement :

**Dans la soirée du 12 juillet 2010**, un homme prétendant être un client fidèle de son café El SOMBRERO à Butare (Huye) a tout fait pour le retarder dans le café, afin que tous les clients et autres badauds puissent désertir les rues. Donc Rwisereka, qui croyait tenir compagnie à un client ordinaire, est rentré chez lui après minuit. Mais il n'est jamais arrivé chez lui.

La journée du [mercredi 13 juillet 2010](#), sa famille a cherché partout en vain.

Le [14 juillet 2010](#) son corps a été retrouvé à moitié décapité à environ 3 km de son domicile. Le cadavre semblait frais. Ce qui pourrait nous indiquer qu'il aurait été d'abord torturé avant d'être égorgé. Si Kagame a ordonné que son cadavre soit jeté dans un endroit où on l'a trouvé, c'est qu'il voulait terroriser les tutsis pour les dissuader de quitter le Front Patriotique Rwandais.

### **Kagame a toujours terrorisé et promis d'écraser l'opposition :**

Dans son discours prononcé le [31 mars 2003](#) à Rebero, district BWISIGE, province de Byumba, le président rwandais, Paul KAGAME, ciblait le parti MDR (Mouvement Démocratique Républicain) qui est sensé avoir de nombreux adhérents dans le pays. Il l'a exprimé dans ces termes : « *Ceux qui disent qu'ils ont une récolte de sorgho et de maïs, moi je leur dis que nous avons des moulins, nous allons moudre ce maïs et ce sorgho* » ;

« Les exilés qui passent leur temps à aboyer, ne reviendront que pour enseigner les divisions mais je vais les blesser à leur tour ». Ici il visait l'opposant extérieur Faustin Twagiramungu qui s'est présenté aux élections présidentielles de 2003;

*« Ceux qui fuient le pays en cachette et sous notre regard, nous les laissons partir, il y a ceux qui sont encore retenus par les postes qu'ils occupent au sein du Gouvernement, je vais les limoger pour leur faciliter la fuite » ;*

*« le résultat des élections prévues prochainement, moi je le sais à 100%, le résultat sera le résultat que j'aurai planifié moi-même et conforme à la volonté du gouvernement seulement ».* Ici, Kagame confirme qu'il sera le seul candidat après la dissolution programmée du MDR en [mai 2003](#).

DEPUIS cette promesse d'éliminer toute opposition, le régime totalitaire de Kagame a fait disparaître plusieurs personnalités. Rappelons quelques deux cas de disparition à titre illustratif :

**Le colonel Augustin CYIZA** avait réintégré l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) en 1994. Sa famille a perdu toute trace depuis le [23 avril 2003](#). Il a été kidnappé au feu rouge à Kigali par les tortionnaires du régime. M. Augustin CYIZA avait été nommé président de la Cour de Cassation de 1994 à 1998 avant d'être suspendu de ses fonctions sans aucune explication.

Deux semaines plus tôt nous avons été surpris par la disparition du Député du MDR (Mouvement Démocratique Républicain), **le docteur HITIMANA Léonard** enlevé à Kigali le [07 avril 2003](#). Ces deux victimes sont des Hutus.

Ces kidnappings, suivis de disparitions, ont été opérés par les agents de la Directorate of Military Intelligence (DMI), une sorte de Gestapo rwandaise.

Pour se disculper, les autorités rwandaises ont propagé des rumeurs selon lesquelles les deux disparus auraient fui le pays en passant par la frontière nord avec l'Uganda où l'une de leurs voitures a été garée pour « preuve officielle ».

Ces deux personnalités ont été enlevées après la fuite du [31 mars 2003](#) de deux officiers qui avaient été intégrés dans l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) de Kagame, après avoir servi dans les anciennes Forces Armées Rwandaises (FAR). Il s'agit du général **HABYARIMANA Emmanuel** (ancien ministre de la défense de Kagame) et le colonel **NDENGEYINKA Balthazar** (ancien député du FPR et commandant militaire de la région de Gitarama Kibuye au début du régime Kagame). Leur fuite avait tellement rendu furieux le président KAGAME qui a promis de « moudre » ses opposants. Cet acharnement s'est traduit par l'assassinat de plusieurs membres des FDU (Anselme Mutuyimana tué le 08/03/2019, Boniface Twagirimana disparu le 08/10/2018, Mme Illuminée Iragena disparue le [26/03/2016](#) et Damascène Habarugira tué le [08/05/2017](#)).

Nous demandons que Mr Eugène Ndereyimana soit retrouvé et libéré sain et sauf. Nous demandons que cessent ces enlèvements et persécutions des opposants politiques.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2019

Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur (gsm [0476701569](tel:0476701569))